

## **Dossier CRAS – Novembre 2016**

# **Sur l'assassinat de deux anarchistes Nicolas Clos et Adrien Poncet « Maison des syndicats » 33 rue de la Grange-aux-Belles à Paris.**

## Sommaire

Page 2 à 3 - *Entre division et unité : la « Maison des syndicats », 33 rue de la Grange-aux-Belles* par Dimitri Manassis. Extrait du site <http://anrpaprika.hypotheses.org/1340>.

Page 4 à 7 - *Le 11 janvier 1924, une fusillade a eu lieu lors d'un meeting rue de la Grange-aux-Belles*. Extrait du site [http://wikirouge.net/Fusillade\\_de\\_la\\_Grange-aux-Belles](http://wikirouge.net/Fusillade_de_la_Grange-aux-Belles)

Page 9 et 10 - 1924 : *Le meeting de la Grange-aux-Belles* raconté par May Picqueray. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article594>

<http://anrpaprika.hypotheses.org/1340>.

## Entre division et unité : la « Maison des syndicats », 33 rue de la Grange-aux-Belles

par Dimitri Manassis · Publication · 21.05.2015

Quartier populaire et industriel, le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris possède une histoire liée au mouvement ouvrier français. S'y installe, à compter du 14 juillet 1921, le siège du parti communiste, au 120 de la rue Lafayette – et ce jusqu'en 1937.

### *Le « 33 » de la Grange-aux-Belles*

Au 33 de la rue Grange-aux-Belles, se trouve dès le début du XX<sup>e</sup> siècle la « Maison des syndicats ». L'immeuble est en effet **le lieu d'activités de la CGT** (Confédération générale du travail) à partir de juin 1907. Il sert de lieu de rassemblement des militants pacifistes (les « minoritaires ») durant la Grande guerre. La salle du rez-de-chaussée, pouvant accueillir jusqu'à 3 000 personnes, est très prisée des militants ouvriers. S'y ajoute un dispensaire ainsi qu'une imprimerie.

En plus de l'aspect syndical, **le politique y est très présent**. Anarchistes, socialistes, puis communistes y organisent congrès, réunions et événements. C'est au 33 que le premier congrès national administratif du parti en mai 1921 décide de l'appellation « Section Française de l'Internationale Communiste » pour le 1<sup>er</sup> janvier 1922, et adopte les premiers statuts de l'organisation. Le 15 octobre 1922 s'y déroule le 2<sup>ème</sup> congrès du PC-SFIC, en présence de Dimitri Manouïlsky, délégué du Komintern.



L'intérieur de la vaste salle du 33 de la rue Grange-aux-Belles. Source : BNF gallica.fr

### *10 janvier 1924 : la fusillade de la Grange-aux-Belles*

Le 10 janvier 1924, *Le Libertaire*, quotidien anarchiste, appelle à porter la contradiction lors d'un meeting communiste contre la vie chère et la politique extérieure de la France en Allemagne. **Les relations entre libertaires et communistes sont tendues**. Ils se heurtent sur la question syndicale au sein de la CGTU, de plus en plus influencée par les communistes. La centrale a d'ailleurs rejoint l'Internationale syndicale rouge (ISR) lors de son 2<sup>ème</sup> congrès en novembre 1923. L'usage de la « Maison des syndicats » par des groupes politiques est, de plus, mal perçu par les syndicalistes libertaires. Albert Treint, secrétaire du parti, est à la tribune ce soir-là, protégé par un service d'ordre. Des insultes fusent, des affrontements éclatent, et **deux anarchistes sont tués** : Adrien Poncet et Nicolas Clos. Une polémique s'engagera par ailleurs entre anarchistes et communistes sur l'appartenance politique de ce dernier. Chaque camp se renvoie la responsabilité du drame.

Certes, le mouvement communiste est marqué par la culture de guerre, de cette guerre totale dans laquelle l'ensemble de la société française est mobilisée pendant quatre ans. Mais la « guerre civile » est une notion largement promue par le Komintern et la SFIC. Nous pouvons donc

apercevoir l'effet de la « **brutalisation des sociétés** », notion développée par l'historien George L. Mosse<sup>1</sup> et pas seulement une innovation bolchevique, même si l'explication est sans doute plus complexe et si la notion de « brutalisation » fait toujours débat. Dans ces années 1920, des affrontements politiques durs se produisent, que l'on pense à [la fusillade de la rue Damrémont](#) déjà étudiée sur ce blog, ou aux multiples agressions de fascistes italiens contre leurs compatriotes, comme en Isère ou en Savoie, départements de forte présence antifasciste italienne. Cet affrontement de la rue Grange-aux-Belles, qui s'inscrit donc dans un contexte tendu, conduit au **départ définitif des libertaires de la CGTU**. Les uns fondent la CGT-SR (CGT-Syndicaliste-révolutionnaire), les autres rejoignent les « confédérés » de la rue Lafayette.

### ***La Grange-aux-Belles dans les années 1930***

Cette victoire des communistes sur les autres courants pour le **contrôle de la « Grange-aux-Belles »** est illustrée par ce numéro du *Premier Mai*, daté du 1<sup>er</sup> mai 1927, périodique CGTU, flanqué du logo de la centrale et de celui de l'ISR, et indiquant comme adresse la célèbre salle de réunion, et arborant en Une la faucille et le marteau. **Le territoire est ainsi « marqué »**. Le parti y multiplie réunions et meetings. Mais la « Maison » devient aussi le lieu du rassemblement, dans la dynamique du Front populaire. Les 23 et 24 décembre 1934, l'USSCG socialiste et la FST communiste décident de leur fusion, créant la Fédération sportive et gymnique du Travail (FSGT). Le 27 septembre 1935, **la CGTU y tient son dernier congrès**, la réunification avec la CGT « confédérée », entamée à la base, devenant officielle. En 1939, la « Maison » est mise sous séquestre. Délaissé durant l'après-guerre, le bâtiment est finalement vendu en 1989.

*Pour aller plus loin :*

Danielle Tartakowsky, Joël Biard, *La Grange-aux-Belles, Maison des syndicats*, Créaphis Editions, 2012

Alain Rustenholz, *Paris ouvrier. Des sublimes aux camarades*, Parigramme / Compagnie parisienne du livre, 2003

Sylvain Boulouque, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », *Le Monde libertaire*, hors-série n°24, 25 décembre 2003-11 février 2004.

**Pour citer ce billet:** Dimitri Manassis « Entre division et unité : la « Maison des syndicats », 33 rue de la Grange-aux-Belles », *ANR PAPRIK@2F*, 31 janvier 2014 [en ligne: <http://anrpaprika.hypotheses.org/1340>]

1. George L. MOSSE, *De la grande guerre aux totalitarismes. La brutalisation des sociétés*, Hachette Littératures, 1999 []



Le 11 janvier 1924, **une fusillade a eu lieu lors d'un meeting rue de la Grange-aux-Belles**, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le service d'ordre **communiste\*** a tiré sur des militants anarchistes et fait 2 morts.

### Contexte

#### Un local central pour le mouvement ouvrier

Au 33 de la rue Grange-aux-Belles, se trouve dès le début du XX<sup>e</sup> siècle la « Maison des syndicats ». L'immeuble est en effet le lieu d'activités de la **Confédération générale du travail** (CGT) à partir de juin 1907. Il sert de lieu de rassemblement des militants pacifistes (les « minoritaires ») durant la **Première guerre mondiale**. La salle du rez-de-chaussée, pouvant accueillir jusqu'à 3 000 personnes, est très prisée des militants ouvriers. S'y ajoute un dispensaire ainsi qu'une imprimerie.

#### Un forum de l'extrême gauche

En plus de l'aspect syndical, le politique y est très présent. Anarchistes, socialistes, puis communistes y organisent congrès, réunions et événements.

Suite à la rupture entre communistes et socialistes au **congrès de Tours** (décembre 1920), c'est à la Grange-aux-Belles que les communistes tiennent leur premier congrès national administratif (mai 1921) et décident de l'appellation « Section Française de l'Internationale Communiste », et adoptent les premiers statuts de l'organisation. Le 15 octobre 1922 s'y déroule le 2<sup>e</sup> congrès de la SFIC, en présence de **Dimitri Manouïlsky**, délégué du **Komintern**.

#### Anarchistes et communistes dans la CGTU

La CGT avait été marquée dès son origine par une forte tradition anarchiste et syndicaliste révolutionnaire. Mais sa direction va progressivement s'aligner sur celle de la SFIO, pour finir par la suivre dans l'**Union sacrée** de 1914.

Après la fin de la **guerre de 1914-1918**, les idées révolutionnaires se répandent vite parmi les syndiqués. Pour ne pas risquer de perdre la main sur le syndicat, les bureaucrates provoquent une scission : la minorité révolutionnaire doit s'isoler et former la **CGTU** (Confédération générale du

travail unitaire). Celle-ci comprend aussi bien des anarchistes que des communistes. Ces catégories ne sont alors pas aussi figées qu'il peut sembler aujourd'hui, notamment parce que le mouvement communiste international était naissant, parce que la révolution bolchévique a initialement soulevé beaucoup d'enthousiasme chez les militants anarchistes, et parce que l'[Internationale communiste](#) tenter de se rapprocher de militants syndicalistes révolutionnaires ([CNT](#), [IWW](#)...).

Lors du premier congrès de la CGTU (1922), des militants issus du syndicalisme révolutionnaire se regroupent avec des militants communistes et obtiennent une majorité face aux libertaires plus orthodoxes. Le secrétaire général de l'ISR, Alexandre Lozovski, se moque alors de la minorité en inventant le terme d'[anarcho-syndicalisme](#), conjoint à l'épithète infamant d'« anarcho-réformisme ». La CGTU acte son affiliation à l'[Internationale syndicale rouge](#) (ISR) lors de son 2<sup>e</sup> congrès en novembre 1923, ce que les libertaires dénoncent comme contraire à la [charte d'Amiens](#).

Les tensions montent rapidement entre libertaires et communistes : au sujet de l'orientation syndicale, de [Kronstadt](#), ou encore de l'utilisation de la « Maison des syndicats » par des groupes politiques comme la SFIC.

### Evénements



Le 11 janvier 1924, la [SFIC](#) tient un meeting à la Grange-aux-Belles contre la vie chère et la politique extérieure de la France en Allemagne (occupation militaire dans le cadre du traité de Versailles).

La veille, le 10 janvier 1924, *Le Libertaire*, quotidien anarchiste, appelle à porter la contradiction dans le meeting, pratique courante dans la lutte politique à cette époque. Une centaine de libertaires répondent à l'appel.

A la tribune, [Albert Treint](#) préside le meeting.

Des insultes fusent, des affrontements éclatent, et le service d'ordre de la SFIC ouvre le feu. Deux anarchistes sont tués : Nicolas Clos (ajusteur de métaux) et Adrien Poncet (syndicat unitaire du bâtiment, et membre de la commission d'organisation de l'Union anarchiste).

Chaque camp se renvoie la responsabilité du drame. Le lendemain, l'*Humanité* accuse les anarcho-syndicalistes d'être venus en force pour saboter la réunion et d'avoir utilisé contre eux des armes à feu.

Par ailleurs, les anarchistes aussi bien que les communistes affirmeront par la suite que Nicolas Clos était des leurs.

Cet affrontement conduit au départ définitif des libertaires de la CGTU. Les uns fondent la CGT-SR (CGT-Syndicaliste-révolutionnaire), les autres rejoignent les « confédérés » de la rue Lafayette.

### Explications possibles

Il est indispensable pour interpréter ces événements, avant toute comparaison, de rappeler que le niveau de violence politique était nettement plus élevé à cette époque que dans la France d'aujourd'hui. Dans ces années 1920, des affrontements politiques durs se produisent, comme la

[fusillade de la rue Damrémont](#)\*\* ou les multiples agressions de fascistes italiens contre leurs compatriotes, comme en Isère ou en Savoie, départements de forte présence antifasciste italienne.

Certains ont parlé d'un effet de « brutalisation des sociétés » par la guerre de 1914-1918 (dans laquelle l'ensemble de la société française est mobilisée pendant 4 ans).

#### Notes et sources

- Sylvain Boulouque, *11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles*, article paru dans Le Monde libertaire, hors-série n° 24, 25 décembre 2003-11 février 2004
- Dimitri Manassis « *Entre division et unité : la « Maison des syndicats », 33 rue de la Grange-aux-Belles* », ANR PAPRIK@2F, 31 janvier 2014
- Monde nouveau, [<http://monde-nouveau.net/spip.php?article594>] 1924 : *Le meeting de la Grange-aux-Belles raconté par May Picqueray*

\* Le **Parti Communiste Français** (PCF) Fondé en 1920 dans le sillage de la [Révolution d'Octobre](#), il est très rapidement devenu un parti stalinien inféodé au [Komintern](#), tout en gardant longtemps une forte implantation dans la [classe ouvrière](#) française. Durant les dernières décennies, il a évolué en parti [réformiste](#) plus traditionnel, comme beaucoup de PC d'Europe

\*\*La **fusillade de la rue Damrémont**, du 23 avril 1925, est un [violent](#) conflit entre le jeune [parti communiste français](#) et des militants de droite.

#### Contexte

La fusillade s'inscrit dans un cycle de tensions marquée, un an auparavant, par d'autres échauffourées contre des anarchistes [lors d'un meeting à la Grange-aux-Belles](#), le 11 janvier 1924. Le jeune Parti communiste veut à la fois montrer sa détermination « *antifasciste* » et faire sa place, par la force, au sein de l'[extrême-gauche](#).

Pendant les mois qui précèdent la fusillade, le PC dénonce la « *menace fasciste* » de groupes comme les Jeunesses patriotes, et appelle à les combattre par la force à travers la création de groupes de combat. Il faut rappeler l'expérience toute récente de la [défaite du mouvement ouvrier italien vaincu par les fascistes](#).

La ligne [sectaire](#) du parti impulsée par le nouveau secrétaire du parti [Albert Treint](#) à la fin de 1924, et le climat intérieur du parti, favorise l'expression de la violence contre l'extérieur.

Certains ont aussi parlé d'un effet de « brutalisation des sociétés » par la [guerre de 1914-1918](#) (dans laquelle l'ensemble de la société française est mobilisée pendant 4 ans).

#### Les faits

Le 23 avril 1925, Raoul Sabatier, candidat de droite aux élections municipales dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, tient une réunion électorale au 113 de la rue Championnet. La salle est pleine à craquer, plus de 300 personnes se massent à l'extérieur.

Pour les [communistes](#), ce meeting au cœur d'un [quartier ouvrier](#) est une provocation, et ils entendent s'y rendre au moins pour porter la contradiction, pratique politique courante à l'époque. La police est informée que les communistes se mobilisent, notamment avec leurs « groupes de combat de la région de Boulogne ». 70 gendarmes, en uniforme et en civil, sont mobilisés par le commissaire d'arrondissement.

Dans le même temps, se tient au Cirque d'Hiver un meeting des Jeunesses patriotes (JP). Leur dirigeant, Pierre Taittinger, est un ami de Raoul Sabatier et mobilise son service d'ordre pour assurer la sécurité de son meeting. Une quarantaine de Jeunes patriotes se mettent en colonne pour rejoindre

la réunion rue Championnet où les policiers leur demandent de s'éloigner. La colonne s'engage rue Damrémont, suivie par une vingtaine de communistes.

C'est alors que des coups de feu éclatent, trois militants des JP sont tués et plusieurs blessés. Selon le rapport de police, les communistes auraient déclenché un « feu de salve ». Un groupe de militants autour de Pierre Taittinger, qui se dirige à la fin du meeting vers la station Simplon, est également pris à partie et des bagarres éclatent autour de la station. La soirée se solde par un lourd bilan : quatre tués et de nombreux blessés. Tout s'est passé très vite, entre 23h30 et minuit. Deux hommes sont arrêtés sur les lieux. L'absence de blessés communistes désigne le parti comme responsable.

## Conséquences

### Renforcement de l'anticommunisme

La fusillade fait la une de tous les journaux du lendemain. La presse accuse les communistes d'avoir organisé une véritable embuscade. De *La Liberté* (24 avril) au journal de la gauche bourgeoise *Le Radical* (25 avril), on évoque même un « attentat terroriste ». On peut aussi lire dans différents journaux ce témoignage qui accable les communistes : « *les commandements entendus étaient les suivants : "première centurie : Feu !" ; "deuxième centurie : Feu" »*, qui est à nouveau repris en 1926 lors du procès (article de Roland Tapie dans *L'Express du Midi*, 13 avril 1926).

L'affaire accentue l'anticommunisme fort depuis la [révolution d'octobre 1917](#) et la fin de la [Grande guerre](#). Le dessin publié en Une du Petit Journal le 10 mai 1925 reprend tous les stéréotypes de la violence communiste et populaire : « *des salopards en casquette* » qui ont sorti leurs couteaux, un ouvrier immigré d'Afrique du Nord reconnaissable avec sa chechia qui fait feu, voire des têtes patibulaires avec des lunettes noires en pleine nuit, rappelant les figures qui hantent la société, celle de l'imaginaire des bas-fonds selon l'expression de l'historien Dominique Khalifa. La presse reprend le discours même de Taittinger qui évoque des « silhouettes grimaçantes, vomissant les pires insultes et les pires menaces »<sup>[1]</sup>. Face à eux, les JP se dressent comme les défenseurs de l'ordre et de la société respectable.

### Risque d'interdiction du parti communiste

Des voix s'élèvent pour demander l'interdiction du parti communiste. À la Chambre des députés, Charles Reibel, Pierre Taittinger et Jean Ybarnégaray exigent des réactions sévères de la part du [Cartel des gauches](#), alors que [Marcel Cachin](#) dénie toute préméditation. Aux obsèques des victimes, [Alexandre Millerand](#), Taittinger et le général de Castelnau prennent la parole.

Le procès débute devant la cour d'assises de la Seine le 18 avril 1926. L'événement est bien documenté dans les archives<sup>[2]</sup>. Le député [Paul Vaillant-Couturier](#), éditorialiste à [L'Humanité](#) intervient comme témoin. Le 20 février 1926, *L'Humanité* titre « *L'affaire de la rue Damrémont : la justice est-elle aux ordres du fascisme ?* » Puis, le quotidien communiste suit le procès tout au long de ses travaux d'avril à mai 1926. La conclusion est que les communistes sont bien responsables de l'offensive, mais qu'il n'y a pas eu de préméditation du parti.

Sur les deux militants communistes jugés lors de ce procès, Bernardon est acquitté et Clerc est condamné à trois ans de prison, ce qui souligne, comme l'enquête l'avait montré, qu'il n'y avait pas eu de complot, d'action préméditée, mais un débordement incontrôlé dans une période tendue. Sans complot, la dissolution du parti communiste n'est donc plus à l'ordre du jour.

### Réaction du parti et dans le parti

Le parti ne réagit que le 25 avril 1925 dans *L'Humanité*, où il présente la fusillade comme une réaction de défense des ouvriers contre les attaques des JP. Mais dans la direction du parti on est bien conscient de la responsabilité des communistes, puisque le bureau politique ouvre rapidement une enquête pour chercher qui a donné aux militants l'ordre de tirer.

Le tout récent secrétaire du parti, [Albert Treint](#), reconnaît implicitement cette responsabilité, en déclarant que le service d'ordre a mal interprété les mots d'ordre contre le fascisme.

L'événement alimente de plus les critiques de l'opposition interne au parti, qui dénonce dans une lettre au Comité exécutif de l'[Internationale communiste](#) une « faute politique lourde » et « le petit jeu de la guerre civile et de l'illégalité » de la direction.

En l'absence de preuves concrètes de consignes de provocation, on peut penser que le parti a été débordé par ses activistes. C'est ce que conclut [André Marty](#) qui reconnaît dans une lettre à [Zinoviev](#), président de l'Internationale communiste, l'erreur d'avoir envoyé sur place de « jeunes exaltés » au lieu de militants « maîtres d'eux ». La ligne politique très agressive du parti vis-à-vis du « fascisme » a provoqué l'effervescence chez certains qui blâment la modération de la direction et insistent sur la nécessité de combattre par la violence les groupes de droite. La direction a donné par prudence pour consigne de ne pas utiliser des armes à feu contre les JP, mais d'organiser uniquement des manifestations antifascistes. Il semble néanmoins que l'intention de la direction était d'infliger une correction aux Jeunesses patriotes, mais non de tuer. Mais, alors qu'elle avait dans un premier temps demandé à ses militants de ne pas être armés, elle a, selon la police, fait marche arrière. Ce revirement n'a pu que conforter les militants activistes dans leur volonté d'en découdre et apparaître comme une autorisation de passer à l'attaque.

Les événements du 23 avril provoquent l'inquiétude au sein du parti, qui craint à la fois les répercussions de l'affaire aux élections municipales de mai et une répression gouvernementale à grande échelle. Une série de perquisitions permet en effet à la police de saisir d'importants documents, en particulier financiers, au domicile de [Suzanne Girault](#), militante de premier plan de la région de la Seine. La [Pravda](#) dénonce, certes, la « terreur blanche » en France, mais les Soviétiques désapprouvent une initiative embarrassante sur le plan politique et diplomatique.

Ces violences se reproduiront en 1929-1930, lors de la ligne « classe contre classe » ([Troisième période](#)).

#### Notes et sources

- Aurelia Vasile, [Le sang coule à Paris : la fusillade de la rue Damrémont](#), ANR PAPRIK@2F, 24 novembre 2013

- Blog « *Communisme, violence, conflits* », [Le sang coule à Paris: la fusillade de la rue Damrémont](#), 23 juillet 2014

(1) Discours qu'il utilise à nouveau en 1936 lorsqu'il évoque les événements de la rue Damrémont contre le Front populaire dans Le National, 22 août 1936 (voir également sa déposition lors du procès en avril 1926).

- <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9025351r.r=Assassinat+de+la+rue+Damr%C3%A9mont.langFR>

## 1924 : Le meeting de la Grange-aux-Belles raconté par May Picqueray

« les premières balles bolcheviques sont pour les anarchistes ! »

dimanche 31 janvier 2016

par [Eric Vilain](#)

Depuis le congrès, en septembre 1922 à Saint-Étienne, de la C.G.T.U. où la motion Pierre Besnard de défense d'un syndicalisme libre, autonome par rapport aux partis politiques a été battue par la motion Monmousseau, et surtout depuis celui de novembre 1923 à Bourges, les rapports des anarcho-syndicalistes et des anarchistes avec les communistes et leurs compagnons de route sont extrêmement tendus. Cette tension éclatera le 11 janvier 1924 dans le sang, celui des anarcho-syndicalistes. Dans la salle de réunion de la Grange-aux-Belles, un des lieux historiques du syndicalisme parisien se tient à cette date, un meeting présidé par le « capitaine » Treint, fidèle porte-parole de la Ligue Bolchevique.

Le sujet à l'ordre du jour est d'actualité : l'anarcho-syndicalisme.

Treint, secrétaire général du P.C. après la démission de Frossard, toujours du bon côté lors des intrigues moscoutaires, ne brilla jamais, pour le grand stratège qu'il se croyait être, par sa finesse, il fut l'inventeur de la formule « plumer la volaille socialiste », désignation de la finalité du « Front Unique Socialiste-Communiste ».

Ainsi d'entrée de jeu, il attaqua violemment les anarcho-syndicalistes. Évidemment, de nombreux compagnons étaient venus assister au meeting et y apporter la contradiction, si besoin était. Pratique courante à l'époque.

La regrettée May Picqueray fut de ceux-là et c'est son témoignage que nous reproduisons ici :

*A l'entrée, je rencontre Bernard, secrétaire du syndicat des gantiers. Il porte son grand chapeau noir et sa cape. Il n'est plus tout jeune, la soixantaine ? Impossible de le dire.*

*A la tribune, le « capitaine » Treint déverse sa bile et attaque violemment les anarcho-syndicalistes. Tout à coup une voix s'élève, venant du fond de la salle, près de l'estrade, une voix qu'on connaît bien... « Vive l'anarcho-syndicalisme ! » suivie presque aussitôt d'un appel au secours : « A moi, les copains ! »*

*C'est Boudoux, un militant du S.U.B. Les jeunes gardes qui protègent l'estrade lui tombent dessus à bras raccourcis. Suivie de Bernard, je fonce vers le lieu de la bagarre, bousculant ceux qui se trouvent sur notre passage. Nous nous retrouvons une quinzaine de camarades dans ce coin, et arrivons à dégager Boudoux.*

*Avec les sièges des premiers rangs, dont nous avons chassé les occupants, nous faisons une barricade, et nous nous battons par-dessus, contre les jeunes gardes armés de matraques. Je suis venue les mains vides ; j'enlève ma ceinture de cuir, l'enroule autour de mon poignet et prends place dans la bagarre.*

*Près de moi, un grand gars vêtu de velours côtelé, portant casquette, joue des poings.*

*Tout à coup, la voix de Treint ordonne aux jeunes gardes d'arrêter le combat : « Arrêtez, cela suffit ! » Les jeunes gardes s'écartent et du podium, les balles partent et nous sifflent aux oreilles. Dans la salle, c'est la panique, les gens fuient vers la sortie, ou se piétinent, les sièges sont brisés, les vitres aussi.*

*Ce n'est pas beau à voir... Dans notre coin, nous nous comptons. Une quinzaine environ.*

*Certains copains sont allongés sur le sol. Tout à coup, Poncet, que nous appelions « le plombier », s'écroule près de moi, le long du mur (insoumis, il vivait sous un nom d'emprunt, et je n'ai connu son véritable nom qu'après sa mort). Je lui tapote la joue, croyant à un malaise. « May, je suis touché », je ne vois rien. J'ouvre sa veste, au-dessus de la ceinture, le sang coule... Il a deux balles*

*dans le ventre. Puis il tombe sur le côté.*

*On le transporte vite au dispensaire qui se trouve dans la cour, devant la gravité de son état on appelle l'ambulance de l'hôpital Saint-Louis, qui se trouve à deux pas. Il mourra dans la nuit. Clot, ce grand garçon à casquette qui se trouvait près de moi pendant la bagarre, s'était élancé vers la tribune d'où partaient les coups de feu. Arrivé au pied de celle-ci, il s'écroule à son tour, tué d'une balle tirée de haut en bas, qui lui traverse la casquette et le crâne. Son corps sera enlevé par la police un peu plus tard.*

*D'autres camarades sont blessés.*

*Charlot, le concierge de la salle C.G.T., de l'avenue Mathurin-Moreau, ancien charpentier en fer qui boîte déjà à la suite d'un accident du travail, a une balle dans la cuisse. On évacue les blessés et ça discute dur sur ce qui vient de se passer.*

*A la faveur de la bousculade, et leur forfait accompli, Treint et ses acolytes avaient quitté la salle. Celle-ci fut mise sous séquestre par la police accourue, commissaire en tête.*

*Le lendemain, l'Humanité raconte les faits à sa façon et accuse les anarcho-syndicalistes d'être venus en force pour saboter la réunion et d'avoir utilisé contre eux des armes à feu. Malheureusement pour eux, on ne trouve de trace de balles que dans le coin où s'étaient regroupés nos camarades, d'après les résultats de l'enquête, et toutes à hauteur d'homme.*

*Nous sommes convoqués à quelques-uns à la P.J. (on essaye de me faire dire le nom ou les noms de ceux qui ont tiré. Et pour cela tous les arguments sont employés).*

*Ce n'est pas mon rôle de dénoncer qui que ce soit. Que le ou les coupables se dénoncent. Qu'ils aient le courage, ou que la police dont c'est le travail, les démasque.*

*Il n'y a jamais eu d'arrestation, ni d'inculpation... Je rencontrais un des tireurs presque chaque jour et le traitais d'assassin.*

*Il ne bronchait pas, mais est-ce le remords ? Il me semblait que ses cheveux blanchissaient.*

*Les bolcheviks n'assassinent pas qu'en Russie !*

*Comble de cynisme, un délégué du P.C. alla trouver la famille Clot, présenta la chose à sa façon et le P.C. fit à Clot de magnifiques funérailles... après l'avoir assassiné !*

*Il fallait bien sauver la face ! »*

*May Picqueray*